

## Recherches sociographiques



Yvan LAMONDE, *La modernité au Québec. Tome 2 : La victoire différée du présent sur le passé*, Montréal, Fides, 2016, 450 p.

Stéphanie O'Neill

Volume 58, Number 3, September–December 2017

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1043474ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1043474ar>

[See table of contents](#)

### Publisher(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

### ISSN

0034-1282 (print)

1705-6225 (digital)

[Explore this journal](#)

### Cite this review

O'Neill, S. (2017). Review of [Yvan LAMONDE, *La modernité au Québec. Tome 2 : La victoire différée du présent sur le passé*, Montréal, Fides, 2016, 450 p.] *Recherches sociographiques*, 58(3), 710–712. <https://doi.org/10.7202/1043474ar>

Quelques mois seulement après son élection à la tête du gouvernement du Québec, le Parti Québécois (PQ) nationalise la Saint-Jean-Baptiste en en faisant un congé payé. Dans une tentative de rupture avec le passé, la rhétorique officielle entourant la fête insiste sur les origines païennes (célébration du solstice d'été) des célébrations. Ainsi lessivée de sa signification religieuse, la Saint-Jean-Baptiste pouvait devenir la fête civique de tous les Québécois sans égard à leur religion ou leur origine ethnique. Mais en gardant le 24 juin comme jour de « fête nationale », c'est la continuité, plutôt que la rupture, avec la Saint-Jean-Baptiste canadienne-française qui s'est imposée. Contrairement à l'Église catholique et à la Société Saint-Jean-Baptiste, qui manient aisément les discours idéologiques et les figures imagées, le PQ n'a pas élaboré de nouvelle rhétorique ni généré de nouveaux symboles. Et l'ambiguïté identitaire du Québec plane sur ce vide idéologique.

D'autres épisodes ébranlant l'identité nationale sont décortiqués par Zubrzycki, dont la crise des accommodements raisonnables de 2007, et l'épisode de la « Charte des valeurs » du PQ en 2013. Ces événements interrogent tous la place, devenue problématique depuis la Révolution tranquille, de la religion dans l'espace public. À première vue, ils concernent la menace que feraient peser les pratiques religieuses des immigrants sur la laïcité de la société québécoise. Ces controverses sont en fait l'occasion de réaffirmer la prédominance du groupe majoritaire (les Québécois d'ascendance canadienne-française) dans l'espace public. Elles révèlent que la laïcité s'est affirmée dans le rejet du catholicisme, mais ici encore, sans que la rupture avec lui ne soit achevée.

Les divers vestiges du passé catholique encore présents aujourd'hui dans l'espace public (églises, crucifix, prières, etc.) sont certes vidés de leur signification religieuse. Le discours public les sécularise pour les neutraliser et les banaliser : ils ne sont plus qu'objets d'art, pratiques patrimoniales, simples manifestations historiques d'un passé révolu, quand les pratiques juives, musulmanes, sikhs, etc., restent religieuses et sont, à ce titre, bannies de l'espace public. Les tensions entre présences religieuses dans l'espace public et laïcité ne sont ainsi compréhensibles qu'en élargissant le tableau pour y inclure le champ politique, et la sempiternelle « question nationale ».

Bien écrit et sans jargonner, l'ouvrage impressionnera favorablement tous les passionnés d'études québécoises, d'études sur le nationalisme et d'études en sociologie des religions. À lire, absolument!

Sylvie LACOMBE

Département de sociologie,  
Université Laval.  
Sylvie.lacombe@soc.ulaval.ca

---

Yvan LAMONDE, *La modernité au Québec*. Tome 2 : *La victoire différée du présent sur le passé*, Montréal, Fides, 2016, 450 p.

Quatrième d'une série de volumes destinés à devenir une référence en histoire intellectuelle du Québec, le second tome de *La modernité au Québec* d'Yvan

Lamonde offre un portrait synthétique des débats autour de la modernité auxquels ont pris part les essayistes, peintres, écrivains et universitaires québécois, surtout (presque exclusivement) francophones, entre 1939 et 1965. Cette périodisation, loin d'être anodine, renvoie à l'une des principales idées défendues dans l'ouvrage, à savoir que l'élection des libéraux de Jean Lesage en juin 1960 a été assimilée à tort à une rupture intégrale. En effet, Lamonde perçoit dans la Seconde Guerre mondiale le véritable point de départ d'une modernisation qui bouscule les idées, et assimile l'après-guerre au déploiement d'appels à la modernité qui n'aboutiront véritablement – et non sans susciter de vives résistances – qu'au milieu des années 1960.

En mettant à profit un impressionnant corpus de sources – revues, anthologies, correspondance, romans, essais publiés –, Lamonde déploie en trois temps une analyse où s'entremêlent et se côtoient deux « trames », soit les réflexions et les remises en cause dont firent l'objet le nationalisme et la religion catholique. La première partie, également la plus courte, aborde les débats au sujet de la participation du Canada français à la Seconde Guerre mondiale ainsi que la signification de cette dernière pour lui. L'auteur y met en lumière les transformations qu'engendrent le conflit et la conscription dans les représentations canadiennes-françaises du Canada, de l'Occident et surtout de la France, les changements dans le rapport à cette dernière pointant vers un « acquiescement à la modernité » (p. 64) et une prise de distance, ce qui, inexorablement, altère le regard que le Canada français porte sur lui-même. La guerre aurait ainsi agi comme un « puissant révélateur » des différences entre les cultures canadienne-française et française ainsi qu'entre les cultures canadienne-française et canadienne-anglaise.

La seconde partie porte sur les transformations en cours dans la province pendant le second conflit mondial, notamment la « mise à jour » de la situation des femmes et des travailleurs dans le sillage de la modernisation résultant de l'effort de guerre. Lamonde lie la prospérité qui découle de l'activité économique au dynamisme culturel de la période, notamment dans le milieu de l'édition, des revues et de la peinture, qui « convain[c] des contemporains que la guerre impose de vivre dans le présent » (p. 139). L'ouvrage met ainsi en avant le caractère « différé » de l'affirmation de la modernité au Québec dans la mesure où le traditionalisme, porté par le tandem réactionnaire Union nationale-hiérarchie catholique, se maintient pendant l'après-guerre en dépit des bouleversements engendrés par le conflit et des « brèches » qui se multiplient.

C'est surtout sur ces ouvertures et appels à la modernité que porte la troisième partie (et les deux tiers de l'ouvrage). Lamonde y examine notamment l'opposition à Duplessis provenant de divers milieux ainsi que les remises en question, internes et externes, du nationalisme et de « l'expérience religieuse globale ». La crise traversée par ces deux piliers de la tradition « facilit[e] une dénonciation de la peur et de la censure, une promotion de la liberté, autant de formes de valorisation de la modernité » (p. 145), phénomènes qui font aussi l'objet de l'analyse. L'affirmation du sujet et de la subjectivité, liée à l'appel de la modernité, ressort à plusieurs endroits, notamment dans le chapitre sur la pensée des femmes. Après une exploration des considérations sur un rapport au passé qui demeure « pro-

blématique », Lamonde clôt son histoire de la modernité par la mise en lumière d'une altérité qui s'accroît face à la France et d'une affirmation croissante de la « conscience de l'américanité » (p. 415) pendant l'après-guerre.

Outre l'ampleur de la synthèse réalisée, l'un des grands apports de cet ouvrage réside dans le portrait nuancé et complexe qu'il brosse de la période considérée. En évoquant à la fois les ouvertures au(x) changement(s) et les résistances qu'elles engendrent, Lamonde évite que le pendule oscillant entre l'idée d'une Grande Noirceur et celle d'un Québec résolument et unilatéralement moderne bien avant les années 1960 ne s'avance trop loin dans une direction ou dans l'autre. Quelques passages sont certes un peu inégaux, notamment le chapitre sur les changements touchant les femmes et les travailleurs pendant la Seconde Guerre mondiale, qui aurait peut-être pu convoquer, outre les sources et les ouvrages incontournables, davantage de travaux récents. Sur le plan de la forme, un processus éditorial plus serré aurait permis d'éliminer plusieurs répétitions et accrocs à la langue. Mentionnons en outre que ce deuxième tome, s'il se lit en grande partie comme un ouvrage indépendant, est indissociable de l'œuvre plus large dont il fait partie. En fait, l'absence de certains repères d'entrée de jeu, la « distinction entre modernisation et modernité » (p. 425), explicite dès les premières pages du premier tome de *La modernité au Québec*, n'étant ici expliquée qu'en conclusion. Quoi qu'il en soit, au final, cet ouvrage de lecture agréable ouvre, avec érudition, toute grande une fenêtre sur le paysage intellectuel du Québec francophone à une période charnière de son histoire. Y prendront sans doute appui maints travaux à venir.

Stéphanie O'NEILL

*stephanie.oneill@hotmail.ca*

*Chercheuse indépendante*

---

É.-Martin MEUNIER (dir.), *Le Québec et ses mutations culturelles. Six enjeux pour le devenir d'une société*, Ottawa, Les Presses de l'Université d'Ottawa, 2016, 555 p.

Le sociologue et directeur du collectif, É.-Martin Meunier, affirme d'entrée de jeu que le Québec est en « crise » (p. 1), une crise dont il faut comprendre la nature en examinant les changements que la province a connus en regard des questions sociale, nationale, identitaire et religieuse. À cet effet, il a réuni un groupe de 17 collaborateurs qui avaient auparavant presque tous participé au séminaire du Centre interdisciplinaire de recherche sur la citoyenneté et les minorités (CIR-CEM), en 2012.

Des six enjeux que l'ouvrage se propose d'aborder, l'un domine la réflexion, celui de la grève étudiante du printemps 2012. En effet, on compte neuf textes qui portent sur cette grève, ou bien directement lorsqu'ils cherchent à interpréter le sens du Printemps étudiant, ou bien indirectement lorsque les auteurs cherchent à situer cet épisode à l'intérieur du mouvement national (Mathieu Bock-Côté, Linda Cardinal) et des évolutions affectant les universités (Marc Chevrier, Éric Martin et Maxime Ouellet).